



N°81
Mai 2012

Lettre d'information de l'Antenne de la CTC à Bruxelles

SOMMAIRE

BREVES p.2 à 5

☆ Citoyenneté

[Lancement d'une vaste consultation sur les droits des citoyens européens](#)

☆ Concurrence

[Modernisation du contrôle des aides d'État](#)

[Consultation sur le projet de lignes directrices pour les réseaux à haut débit](#)

[Aéroport de Beauvais : ouverture d'une enquête sur une aide d'État présumée](#)

☆ Consommation

[Un nouvel agenda renforcé du consommateur européen](#)

☆ Education et Formation

[Nouveau record pour Erasmus](#)

☆ Emploi et Affaires sociales

[Lancement du projet pilote « Ton premier emploi EURES »](#)

☆ Environnement

[La Commission propose de créer un partenariat d'innovation européen sur l'eau](#)

☆ Politique de cohésion

[Publication d'orientations pour le partenariat](#)

[Agenda](#) p.6

[Appels d'offres](#) p.7 à 8

[Offres de partenariat](#) p.9

[Sites conseillés](#) p.9

[Consultations](#) p.10 à 11

[Bibliothèque](#) p.12 à 13

CONTACT

Antenne de la CTC
36 rue Breydel
B. 1040 Bruxelles
Email : ctc.bruxelles@skynet.be

A LA UNE

Les énergies renouvelables : un acteur de 1^{er} plan sur le marché européen de l'énergie et les pistes pour la période post-2020



Dans sa directive de 2009 sur les énergies renouvelables, l'UE s'est fixée comme objectif d'atteindre une part de 20% d'énergies renouvelables d'ici 2020. Dans une communication qu'elle vient d'adopter (voir rubrique « *Bibliothèque* »), la Commission européenne estime que cet objectif ne pourra être atteint efficacement suivant le meilleur rapport qualité / prix que si tous les régimes d'aide des Etats membres convergent.

La Commission européenne prône donc les actions suivantes :

- achever le marché intérieur de l'énergie et prévoir des incitations à l'investissement dans la production énergétique pour assurer une intégration fluide des énergies renouvelables ;
- donner la préférence aux régimes de soutien aux renouvelables qui encouragent les réductions effectives de coûts et évitent les surcompensations ;
- encourager un recours accru aux mécanismes de coopération prévus dans la directive de 2009 afin de permettre aux Etats membres d'atteindre leurs objectifs nationaux contraignants par le commerce des énergies renouvelables et de réduire ainsi leurs coûts ;
- développer la coopération énergétique dans l'espace méditerranéen en veillant à l'amélioration du cadre réglementaire. La Commission estime qu'un marché régional intégré dans le Maghreb pourrait faciliter les investissements à grande échelle dans la région et permettrait à l'UE d'importer plus d'électricité renouvelable.

Concernant l'après 2020, la Commission estime que, pour éviter la diminution de la croissance des énergies renouvelables, il est nécessaire de fixer un cadre permettant davantage d'innovation et de faire baisser les coûts afin que les énergies renouvelables constituent un secteur prometteur pour des investissements générateurs de croissance. La Commission propose donc d'entamer le processus de préparation des options envisageables pour la politique à mener et ses étapes à l'horizon 2030. Elle énonce 3 options autres que le statu quo :

- de nouveaux objectifs pour les gaz à effet de serre (GES) mais pas d'objectifs pour les énergies renouvelables. Le système d'échange de quotas d'émissions serait alors le principal instrument pour réduire les émissions de CO2.
- 3 objectifs nationaux pour les énergies renouvelables, l'efficacité énergétique et les GES.
- des objectifs à l'échelon de l'UE pour les énergies renouvelables, l'efficacité énergétique et les GES.

Plus d'infos : http://ec.europa.eu/energy/renewables/index_fr.htm

Synthèse des progrès accomplis par les États membres dans la réalisation des objectifs en matière d'énergies renouvelables (2010) : http://ec.europa.eu/energy/renewables/reports/doc/2010_list_renewable_energy_targets.pdf

CITOYENNETE**Lancement d'une vaste consultation sur les droits des citoyens européens**

La Commission européenne vient de lancer une consultation publique par laquelle elle souhaite recueillir les avis des citoyens européens sur les obstacles qu'ils rencontrent lors de l'exercice de leurs droits et pour savoir quel type de Union Européenne ils souhaitent d'ici 2020 (voir rubrique « [Consultation](#) »). Les citoyens européens peuvent ainsi faire part à la Commission européenne des problèmes rencontrés lorsqu'ils se déplacent dans l'UE (pour le travail, les études ou les vacances), lorsqu'ils exercent leur droit de vote et d'éligibilité ou leurs droits de consommateurs (achats en ligne).

En 2010, la Commission européenne avait publié un 1^{er} rapport sur la citoyenneté de l'UE dans lequel elle énumérait 25 mesures concrètes visant à résoudre les obstacles rencontrés par les citoyens européens dans l'exercice de leurs droits. Certaines de ces mesures ont d'ores et déjà été mises en œuvre et notamment : le renforcement du droit à un procès équitable pour tous les citoyens, la clarification des droits patrimoniaux des couples internationaux, l'interdiction des frais supplémentaires de carte de crédit et la suppression des lourdeurs administratives pour l'immatriculation des véhicules dans un autre Etat membre.

Les contributions à la consultation, qui se clôturera le 9 septembre prochain, serviront de base à la rédaction d'un 2^{ème} rapport sur la citoyenneté de l'UE. Celui-ci sera adopté en 2013 Année européenne des citoyens et servira de plan d'action pour la Commission européenne pour les années à venir.

Plus d'infos : http://ec.europa.eu/justice/citizen/index_fr.htm

CONCURRENCE**Modernisation du contrôle des aides d'État**

La Commission européenne a adopté, le 8 mai dernier, une communication sur la modernisation de la politique en matière d'aides d'État, qui s'inscrit dans la stratégie Europe 2020 en faveur de la croissance et vise à assurer un meilleur fonctionnement du marché intérieur, une simplification des règles et une prise de décision plus rapide (voir rubrique « [Bibliothèque](#) »).

Le 1^{er} objectif de la modernisation du contrôle des aides d'État consiste à soutenir l'objectif de croissance durable en facilitant le traitement d'aides bien conçues, axées sur les défaillances reconnues du marché et des objectifs d'intérêt commun, et les moins génératrices de distorsions. À cette fin, la Commission établira des principes communs pour l'appréciation de la compatibilité des projets de soutien nationaux avec le marché intérieur et révisera certains textes en vigueur pour les rendre compatibles avec ces principes communs (ex. : les lignes directrices concernant le sauvetage et la restructuration d'entreprises en difficulté, la protection de l'environnement, les aides régionales ou les investissements en capital).

Le 2^{ème} objectif de cette réforme vise à davantage concentrer le contrôle des aides d'État sur les affaires ayant une plus forte incidence sur le marché intérieur. Cela impliquera non seulement un examen plus minutieux des aides d'un montant élevé susceptibles d'entraîner des distorsions de concurrence, mais également la réalisation d'enquêtes sectorielles dans les États membres.

Dans ce domaine, les propositions de la Commission concerneront la révision du règlement de minimis de 2006 exemptant de l'obligation de notification les aides de faible montant, qui examinera si le seuil actuel de 200.000 " est adéquat. La Commission envisage également de réviser et d'étendre le champ d'application du règlement général d'exemption par catégorie de 2008, afin de favoriser les aides dans les secteurs prioritaires de croissance, tout en facilitant le traitement administratif. Les régimes d'aides bénéficiant d'un tel contrôle simplifié pourraient concerner les aides en faveur de la culture, ceux destinées à remédier aux dommages causés par les calamités naturelles ou ceux en faveur de projets partiellement financés par l'UE, tels que JESSICA.

Le dernier objectif de cette réforme est la simplification et la clarification des procédures en vue d'améliorer leur cohérence et de rationaliser l'appréciation des aides. La Commission européenne précisera, à la lumière de la jurisprudence de la Cour de justice, la notion d'aide d'État, révisera le règlement de procédure en matière d'aides d'État en vue de définir des priorités dans le traitement de plaintes et se dotera de moyens accrus pour diligenter ces enquêtes prioritaires.

Consultation sur le projet de lignes directrices pour les réseaux à haut débit



Dans le droit fil des mesures proposées pour la modernisation des règles relatives au contrôle des aides d'État (voir article précédent), la Commission européenne vient de lancer une consultation publique concernant l'application des règles de l'UE en matière d'aides d'État au financement public des réseaux à haut débit, en vue de les adapter aux objectifs de la stratégie Europe 2020 et en particulier à l'une de ses initiatives phare, la stratégie numérique de l'UE (voir rubrique « [Consultations](#) »).

À cet effet, le projet de lignes directrices vise à clarifier et simplifier les règles actuelles, en assouplissant, par exemple, certaines conditions pour les investissements dans les zones rurales.

Le projet de la Commission a également pour objectif d'accroître la transparence, en invitant les États membres à publier sur un site internet commun toutes les informations concernant les régimes nationaux d'aides publiques au secteur du haut débit et les mesures qui permettent de réduire la charge administrative pour les projets de moindre ampleur.

Les parties intéressées peuvent soumettre leurs observations jusqu'au 1^{er} septembre prochain, la Commission européenne comptant adopter ses lignes directrices définitives en décembre 2012.

Aéroport de Beauvais : ouverture d'une enquête sur une aide d'État présumée

La Commission européenne vient d'ouvrir une enquête approfondie en vue de déterminer si les accords financiers entre les pouvoirs publics et l'aéroport de Beauvais (Picardie), et les accords conclus avec des compagnies aériennes (accords de commercialisation, remises sur les redevances aéroportuaires et sur frais de manutention avec la compagnie Ryanair notamment), sont conformes aux règles de l'UE en matière d'aides d'État.

Jusqu'en mai 2008, l'aéroport de Beauvais (un peu plus de 3,5 millions de passagers en 2011) était exploité par la Chambre de commerce et d'industrie, puis par la SAGEB, dont le principal actionnaire est la CCI.

La CCI et la SAGEB ont bénéficié d'aides publiques et notamment des subventions destinées au financement des infrastructures, pour des montants de, respectivement, 10 millions et 14,5 millions d'€.

Au stade actuel, la Commission européenne doute que ces mesures, accordées par plusieurs collectivités locales (Conseil Régional de Picardie, Conseil général de l'Oise et plusieurs municipalités) soient conformes aux lignes directrices de 2005 relatives aux aides d'État dans le secteur de l'aviation (qui devraient être révisées cette année) et souhaite contrôler si les subventions étaient nécessaires à la réalisation des investissements et proportionnées aux objectifs poursuivis. Depuis mars 2012, la Commission a ouvert une série d'enquêtes du même type, notamment sur les aéroports régionaux d'Angoulême, de Carcassonne et de Nîmes mais aussi sur les aéroports de Charleroi (Belgique) et de Dortmund (Allemagne).

CONSOMMATION



Un nouvel agenda renforcé du consommateur européen

La Commission européenne a récemment adopté l'agenda du consommateur européen (voir rubrique « [Bibliothèque](#) »), qui vise à renforcer la confiance des consommateurs dont les dépenses représentent 56% du PIB de l'UE et peuvent donc stimuler considérablement l'économie européenne.

Dans cette stratégie, la Commission européenne fixe 4 objectifs :

- renforcer la sécurité des consommateurs : renforcement du cadre réglementaire et de l'efficacité de la surveillance du marché ;
- améliorer l'information des consommateurs ;
- améliorer les mesures prises pour faire respecter les droits et offrir des voies de recours ;
- adapter la politique à l'évolution économique et sociale.

L'agenda du consommateur se concentre sur 5 secteurs clés jugés problématiques : l'alimentation, l'énergie, les services financiers, les transports et le secteur numérique.

Concrètement, la Commission européenne envisage d'adopter dès 2014 les mesures suivantes : l'actualisation de la réglementation européenne de 1990 en matière de voyages à forfait étant que de plus en plus d'Européens réservent leurs vacances sur Internet, le renforcement de l'application de la législation en étroite coopération avec les autorités nationales, un plus grand soutien aux consommateurs effectuant des achats transfrontières par l'intermédiaire de centres européens des consommateurs et l'intégration plus systématique des droits des consommateurs dans les politiques européennes.

Plus d'infos : http://ec.europa.eu/consumers/strategy/index_en.htm#agenda

EDUCATION ET FORMATION

Nouveau record pour Erasmus



Forte du succès du programme ERASMUS qui a dépassé la barre des 230.000 étudiants en 2010/2011 - ce qui représente une augmentation de 8,5 % par rapport à l'année précédente - la commissaire en charge de l'éducation, de la culture, et de la jeunesse, Mme Androulla VASSILIOU, a indiqué, lors de la présentation du rapport annuel, « que l'Erasmus est l'une des plus grandes réussites de l'UE (l') les chiffres sont éloquentes, et ils seraient plus impressionnants encore si nos ressources nous permettaient de répondre à la demande ».

Depuis 1987, le programme, qui fête ses 25 ans cette année, a ainsi permis à plus de 2,5 millions d'étudiants européens de partir à l'étranger pour étudier dans un établissement d'enseignement supérieur ou pour effectuer un stage en entreprise. Si la tendance actuelle se confirme, l'objectif de 3 millions d'étudiants Erasmus que s'est fixé l'UE sera atteint en 2012-2013.

Pour mémoire, le programme Erasmus est mené dans 33 pays : les 27 de l'UE, la Croatie, l'Islande, le Lichtenstein, la Norvège, la Turquie et la Suisse, pour un budget annuel 460 millions d'€ (le montant mensuel des bourses étant de l'ordre de 250 €).

Les destinations les plus prisées par les étudiants sont l'Espagne, la France et le Royaume-Uni alors que les étudiants espagnols sont les plus nombreux à bénéficier de ce programme, suivis des Français et des Allemands.

Au total, plus de 190.000 étudiants ont choisi l'option « Études » (effectuer une partie des études à l'étranger, dans un établissement d'enseignement supérieur, pour une période allant de 3 à 12 mois), et 41.000 étudiants ont opté pour les stages en entreprises à l'étranger.

Erasmus a également soutenu plus quelques 42.000 échanges d'enseignants ou de personnel des établissements de l'enseignement supérieur, qui ont soit enseigné soit reçu une formation à l'étranger.

Plus d'infos : http://ec.europa.eu/education/erasmus/statistics_en.htm

EMPLOI ET AFFAIRES SOCIALES

Lancement du projet pilote « Ton premier emploi EURES »

La Commission européenne vient de lancer un projet pilote, « Ton premier emploi EURES », pour aider les jeunes européens demandeurs d'emploi à trouver un emploi dans un autre membre de l'UE. Cette initiative, mise en œuvre pour le moment en Allemagne, en Espagne, au Danemark et en Italie, servira d'expérimentation en vue de transformer le réseau des services de l'emploi dans les Etats membres, « EURES », en un véritable service de l'emploi paneuropéen.

Dans son Paquet emploi de avril dernier (voir Echos d'Europe n°80), la Commission européenne avait fait part de sa volonté d'assurer la transparence sur le marché européen de l'emploi en facilitant l'accès aux offres d'emplois de l'UE (données sur les emplois vacants, personnes à contacter, procédures à respecter) et mettre à disposition des employeurs un réservoir de candidats.

Grâce à ce projet pilote, en 2012-2013, ce sont près de 5.000 jeunes de 18 à 30 ans qui pourront recevoir des informations et des conseils en matière de recrutement et également un soutien financier (déplacements pour se rendre à un entretien, aide au déménagement). Les PME pourront également demander un soutien financier pour couvrir une partie du coût de formation ou d'installation du travailleur nouvellement recruté.

En 2013, à l'issue de ce projet pilote, la Commission européenne évaluera son efficacité avant de le mettre en œuvre à plus grande échelle.

Plus d'infos : <http://ec.europa.eu/social/main.jsp?catId=993&langId=fr>

ENVIRONNEMENT

La Commission propose de créer un partenariat d'innovation européen sur l'eau



La Commission européenne a récemment proposé la création d'un partenariat européen d'innovation (PEI) dans le domaine de l'eau avec pour objectif de réunir tous les acteurs concernés (secteur de l'eau, autorités locales, PME, chercheurs, industries consommatrices d'eau, secteur financier, etc.) en vue d'accélérer l'élaboration et l'adoption de solutions innovantes aux problèmes liés à l'eau (voir rubrique « [Bibliothèque](#) »). Le PEI aura également pour but d'harmoniser les activités et résultats des initiatives déjà existantes aux niveaux européen, national et régional. Ce PEI est lié à l'initiative phare Europe 2020 « Une Europe efficace dans l'utilisation des ressources » de janvier 2011 (voir Echos d'Europe n°67), qui souligne l'importance d'une gestion durable de l'eau. Il s'appuie sur le plan d'action en faveur de l'éco-innovation de décembre 2011 (voir Echos d'Europe n°76), qui s'attache à stimuler l'innovation destinée à réduire les pressions sur l'environnement et à combler l'écart entre l'innovation et le marché. L'innovation est également considérée comme un outil précieux pour étayer les options stratégiques à développer dans le cadre du programme de protection des ressources en eau de l'Europe que la Commission publiera en novembre 2012.

Concrètement, le PEI dans le domaine de l'eau permettra la création de sites d'innovation destinés à recenser les obstacles à l'innovation dans le domaine de l'eau, le développement / l'expérimentation et la mise en application d'actions / de prototypes et de solutions, la diffusion de solutions innovantes, la suppression des obstacles (réglementaires, financiers, normatifs, techniques ou sociaux) à l'innovation et la création d'un marché de l'innovation dans le domaine de l'eau pour concilier l'offre et la demande. Toutes les activités du PEI auront pour objet la gestion des eaux urbaines, rurales et industrielles, ainsi que des thèmes transversaux.

Prochainement l'initiative va être discutée au Conseil et au Parlement européen. Si elle est approuvée, un groupe de pilotage de haut niveau sera invité par le Commissaire européen en charge de l'environnement, Janez POTOČNIK, à se réunir avant l'été. L'objectif du commissaire est que le PEI soit pleinement opérationnel début 2013 et qu'il produise immédiatement des résultats.

Pour rappel, les PEI sont liés à l'initiative phare « Union de l'innovation » et constituent des plateformes d'échange permettant la coopération dans l'objectif de s'attaquer aux faiblesses, aux goulets d'étranglement et aux obstacles qui, dans le système européen de recherche et d'innovation, entravent le développement des bonnes idées et leur commercialisation (pour des infos sur les autres PEI : voir Echos d'Europe n°79).

Plus d'infos sur le PEI dans le domaine de l'eau (en anglais uniquement) :

http://ec.europa.eu/environment/water/innovationpartnership/index_en.htm

POLITIQUE DE COHESION

Publication d'orientations pour le partenariat

Le principe de partenariat est l'un des principes clés de la future politique de cohésion de l'UE et les propositions législatives pour la période 2014-2020 indiquent clairement l'obligation pour les États membres d'impliquer les partenaires - autorités régionales et locales, partenaires économiques et sociaux, organisations représentant la société civile - dans la gestion des 5 fonds.

Les modalités pratiques d'un tel partenariat relèvent de la compétence des États membres mais la Commission établira un code de conduite qui définira des objectifs et des critères plus précis pour garantir la bonne participation des partenaires. Ce code de conduite devrait être adopté par acte délégué après l'adoption formelle de la réglementation mais la Commission a d'ores et déjà souhaité dresser, dans un document de travail de ses services, les principales exigences qui pourraient y figurer (voir rubrique « [bibliothèque](#) »).

Ainsi, la Commission envisage de demander l'implication des zones urbaines dans la préparation et la gestion des programmes quand des actions leur sont spécialement dédiées, l'implication des groupes qui pourraient être affectés par la mise en œuvre des programmes et des priorités choisies par les États mais qui éprouveraient des difficultés à les influencer (Ex. : communautés marginalisées, migrants).

Il est également spécifié que les États doivent s'assurer que les partenaires sociaux reconnus au niveau national soient inclus dans le partenariat, en particulier les organisations sectorielles et les représentants des PME, les chambres de commerce et d'industrie, les instituts de recherche, les universités et autres ONG les plus représentatives.


Le futur code de conduite pourrait aussi exiger des États membres d'impliquer les partenaires dans l'analyse des défis et des besoins des territoires, ainsi que dans la sélection des priorités et des objectifs pour y faire face.

La Commission invite les organisations et toutes personnes intéressées à présenter leurs réactions et propositions à l'adresse suivante: empl-eccp@ec.europa.eu.

AGENDA EUROPEEN

13 juin : Journée de travail sur le thème « Culture 20/20, Changer de modèle, construire l'Europe : "Une nouvelle étape de coopération européenne pour les acteurs culturels français » organisée par le Relais Culture Europe, Paris
Information et inscription : <http://www.relais-culture-europe.org/Journee-de-travail-sur-la-coop.1556.0.html>

15 juin : Conférence 2012 « Les Régions, actrices du changement économique » sur le thème « Transformer les économies régionales : le pouvoir des stratégies Recherche et Innovation pour la spécialisation intelligente » organisée par la Commission européenne, Bruxelles
Information et inscription : http://ec.europa.eu/regional_policy/conferences/strategies2012/index_en.cfm

 **15 juin** : Conseil Energie

 **18-19 juin** : Conseil Agriculture et Pêche


18 au 22 juin : Semaine européenne 2012 de l'énergie durable
Information et inscription : <http://eusew.eu/>

 **19 juin** : Conseil EcoFin

20-22 juin : Conférence Mondiale sur le développement durable Rio20+, Rio de Janeiro (Brésil)

 **25-26 juin** : Conseil Affaires générales

28 juin : Journée d'information sur l'appel à propositions MARCO POLO organisée par la Commission européenne, Bruxelles
Information et inscription : http://ec.europa.eu/transport/marcopolo/events/2012/european-info-day-2012_en.htm

 **28-29 juin** : Conseil européen

3 juillet : 2nde édition du colloque sur la biomasse « Bois énergie : une chance pour l'économie française » organisé par le syndicat des énergies renouvelables, Paris
Information et inscription : <http://www.colloque-biomasse.fr/>

5-7 septembre : 10^{ème} édition de l'Université d'été de la recherche et des innovations pour apprendre tout au long de la vie sur le thème « Les alliances territoriales au service de l'apprendre tout au long de la vie » organisée par la Fondation des régions européennes pour la recherche en éducation et formation, Metz
Information et inscription : <http://www.freref.eu/>

3-5 octobre : Assemblée générale de la CRPM, Bialystok (Pologne)

 = Événements institutionnels

APPELS D'OFFRES

DERNIERS APPELS D'OFFRES

AUDIOVISUEL

- ☆ MEDIA 2007 · Développement, distribution, promotion et formation · Appel à propositions · EACEA/17/12 · Soutien à la mise en réseau des salles de cinéma programmant des films européens · «Réseau des salles de cinéma»

Echéance : 16 juillet 2012

JOUE C n°135 du 9 mai 2012, page 17

<http://eur-lex.europa.eu/LexUriServ/LexUriServ.do?uri=OJ:C:2012:135:0017:0019:FR:PDF>

- ☆ MEDIA 2007 · Développement, distribution, promotion et formation · Appel à propositions · EACEA/14/12 · Soutien à la numérisation des salles de cinéma européennes

Echéance : 31 juillet 2012

JOUE C n°150 du 26 mai 2012, page 3

<http://eur-lex.europa.eu/LexUriServ/LexUriServ.do?uri=OJ:C:2012:150:0003:0006:FR:PDF>

ENVIRONNEMENT

- ☆ Appel à propositions 2012 · Exercices au titre de l'instrument financier pour la protection civile et du mécanisme de protection civile

Echéance : 16 juillet 2012

JOUE n°147 du 25 mai 2012, page 18

<http://eur-lex.europa.eu/LexUriServ/LexUriServ.do?uri=OJ:C:2012:147:0018:0018:FR:PDF>

JEUNESSE

- ☆ Appel à propositions · EACEA/15/12 · Programme Jeunesse en action · Systèmes de soutien à la jeunesse · Sous-action 4.3 · Soutien à la mobilité d'animateurs de jeunes

Echéance : 3 septembre 2012

JOUE C n°139 du 15 mai 2012, page 21

<http://eur-lex.europa.eu/LexUriServ/LexUriServ.do?uri=OJ:C:2012:139:0021:0024:FR:PDF>

RECHERCHE ET INNOVATION

- ☆ Appel à propositions en application du programme de travail du 7^e programme-cadre de la Communauté européenne pour des activités de recherche, de développement technologique et de démonstration

Programme spécifique Coopération, TIC

PC7- 2012-TIC-FI

Echéance : 24 octobre 2012

JOUE C n°141 du 17 mai 2012, page 27

<http://eur-lex.europa.eu/LexUriServ/LexUriServ.do?uri=OJ:C:2012:141:0027:0027:FR:PDF>

APPELS D'OFFRES EN COURS

AUDIOVISUEL

- ☆ EACEA/30/11 (29 juin 2012)
- ☆ MEDIA 2007 · EACEA/8/12 (18 juin 2012)
- ☆ Action préparatoire «Circulation des films à l'ère numérique» (6 septembre 2012)

CITOYENNETE

- ☆ Programme «L'Europe pour les citoyens» (2007-2013)
 - Rencontres de citoyens liées au jumelage de villes (1^{er} septembre 2012)
 - Réseaux thématiques de villes jumelées (1^{er} septembre 2012)
 - Soutien structurel aux organisations de recherche sur les politiques européennes (laboratoires de réflexion) et aux organisations de la société civile au niveau de l'UE (15 octobre 2012)

EDUCATION ET FORMATION

- ☆ Appel à propositions 2012 · EAC/27/11 · EFTLV
 - Comenius, Grundtvig: formation continue (17 septembre 2012)
 - Programme transversal: activité clé 1 · visites d'étude (octobre 2012)

ENVIRONNEMENT

- ☆ Appel à propositions LIFE+ pour 2012 (26 septembre 2012)

JEUNESSE

- ☆ Appel à propositions EAC/01/12 · Programme «Jeunesse en action» 2007-2013
 - Pour les projets soumis aux agences nationales (1^{er} octobre 2012)
 - Pour les projets soumis à l'agence exécutive : (1^{er} septembre 2012)

RECHERCHE ET INNOVATION

- ☆ ERC-2012-StG (12 octobre 2012)
- ☆ EMRP (1^{er} octobre 2012)
- ☆ ERC-2012-PoC (3 octobre 2012)
- ☆ FP7-PEOPLE-2012-IEF (16 août 2012)
- ☆ FP7-PEOPLE-2012-IIF (16 août 2012)
- ☆ BFP7-PEOPLE-2012-IOF (16 août 2012)
- ☆ Artemis-2012-1 (6 septembre 2012)

SOCIETE DE L'INFORMATION

- ☆ Experts indépendants pour le programme « Internet plus sûr » (30 décembre 2013)

SPORT

- ☆ EAC/S06/12 · Action préparatoire: «Partenariats européens dans le domaine du sport» (31 juillet 2012)

OFFRES DE PARTENARIAT

EDUCATION ET FORMATION

L'Université de la région « Highlands et Islands » (Royaume-Uni) souhaite participer en tant que partenaire à un projet développé dans le cadre de l'appel à propositions EAC/S03/2012 portant sur « Le développement de partenariats de la connaissance » du programme européen « Education et Formation tout au long de la vie ». Date limite : 28 juin 2012.

EMPLOI ET AFFAIRES SOCIALES

Le département des ressources humaines de la municipalité de Linköping (Suède) cherche des partenaires pour développer un réseau de municipalités en tant qu'employeurs pour échanger des bonnes pratiques et pour accroître la participation aux financements régionaux et européens.

RECHERCHE ET INNOVATION

L'Université polytechnique de Cartagena (Espagne) cherche des partenaires dans le cadre du prochain appel à proposition du 7^{ème} PCRD, qui sera publié en juillet 2012, et plus spécifiquement du thème « Recherche au bénéfice des PME » pour un projet portant sur l'efficacité des coûts et les technologies durables pour le traitement des déchets de l'eau pour atténuer contre la rareté de l'eau.

Une entreprise slovène cherche des partenaires dans le cadre du prochain appel à proposition du 7^{ème} PCRD, qui sera publié en juillet 2012, et plus spécifiquement du thème « Environnement » pour un projet portant sur la dépollution de zones urbaines et la démonstration de techniques de lavage de sol.

Un institut de recherche biomédicale de la région Andalousie (Espagne) cherche des partenaires dans le cadre du prochain appel à proposition du 7^{ème} PCRD, qui sera publié en juillet 2013, et plus spécifiquement de la thématique « Santé » pour 2 projets portant sur les sous-thématiques suivantes : 1) Validation fonctionnelle dans les modèles animaux et cellulaires de déterminants génétiques de traitement de maladie et du vieillissement, 2) Développement d'alternatives in vitro, analytiques, immunochimiques, et autres tests pour le contrôle de la qualité des vaccins.

Un hôpital de la région Andalousie (Espagne) cherche des partenaires dans le cadre du prochain appel à proposition du 7^{ème} PCRD, qui sera publié en juillet 2013, et plus spécifiquement de la thématique « Santé » pour 2 projets portant sur les sous-thématiques suivantes : 1) Renforcer le système immunitaire de patients atteints du cancer, 2) Recherche efficace comparative de technologies existantes pour la prévention, le diagnostic et le traitement de maladies cardiovasculaires.

SPORT

L'institut municipal des Sports de Palme de Majorque (Espagne) cherche des partenaires dans le cadre de l'appel à propositions EAC/S06/12 de l'action préparatoire « Partenariat européen pour le sport » pour un projet dont les objectifs sont d'encourager la pratique du sport et plus spécifiquement pour les enfants et les personnes de plus de 65 ans. Date limite : 31 juillet 2012.

⇒ Le détail des offres de partenariat (contacts et fiches techniques des projets) sera envoyé sur demande

SITES CONSEILLES

« Generation Awake ! » et Léo le maniaque de l'eau !

La Commission européenne vient de mettre en ligne un nouveau clip dans le cadre de sa campagne « [Generation Awake!](#) », dont l'objectif est de sensibiliser la population aux conséquences environnementales, économiques, sociales et personnelles que peut avoir une utilisation non durable des ressources et de susciter une modification des modes et des comportements de consommation. En définitive, l'objectif est d'aider les citoyens à acquérir le réflexe de la consommation responsable dans leur vie de tous les jours.

Le nouveau clip met en vedette Léo le maniaque de l'eau, un seau névrosé mis en scène pour traiter le thème de la consommation excessive d'eau, et comporte un lien vers le site web Generation Awake. Un certain nombre d'autres actions seront également lancées cette année dans le cadre de la campagne. Le site sera notamment doté d'une nouvelle section consacrée à la question de l'empreinte sur les ressources en eau de produits tels que les jeans, les hamburgers ou la bière. Un concours de la meilleure vidéo ouvert au grand public sera lancé en septembre 2012.



Pour accéder au site : <http://www.generationawake.eu/fr>

CONSULTATIONS

AFFAIRES MARITIMES ET PECHE

Enjeux et perspectives du tourisme maritime et côtier dans l'UE

Consultation ouverte jusqu'au 6 août 2012

Pour y participer : http://ec.europa.eu/fisheries/partners/consultations/tourism/index_en.htm

AGRICULTURE

Réexamen du régime applicable au secteur des fruits et légumes . consultation publique sur les options proposées et l'évaluation de leurs incidences

Consultation ouverte jusqu'au 9 septembre 2012

Pour y participer : http://ec.europa.eu/agriculture/fruit-and-vegetables/policy/consultation/index_en.htm

CITOYENNETE

Citoyens de l'Union : Vos droits . votre avenir

Consultation ouverte jusqu'au 9 septembre 2012

Pour y participer : <http://ec.europa.eu/yourvoice/ipm/forms/dispatch?form=EUcitizenship3&lang=fr>

CONCURRENCE

Projet de communication sur les aides d'État en faveur des œuvres cinématographiques et autres œuvres audiovisuelles

Consultation ouverte jusqu'au 14 juin 2012

Pour y participer : http://ec.europa.eu/competition/consultations/2012_state_aid_films/index_en.html

Futures lignes directrices relatives à l'application des règles de concurrence sur les pratiques commerciales restrictives aux services de transport maritime

Consultation ouverte jusqu'au 27 juillet 2012

Pour y participer : http://ec.europa.eu/competition/consultations/2012_maritime_guidelines/index_en.html

Révision des lignes directrices sur le financement public des réseaux à haut débit

Consultation ouverte jusqu'au 1^{er} septembre 2012

Pour y participer : http://ec.europa.eu/competition/consultations/2012_broadband_guidelines/index_en.html

EMPLOI ET AFFAIRES SOCIALES

Encadrement des stages

Consultation ouverte jusqu'au 11 juillet 2012

Pour y participer : <http://ec.europa.eu/social/main.jsp?catId=333&langId=en&consultId=10&visib=0&furtherConsult=yes>

Exploitation des possibilités de création de emplois offertes par les services aux personnes et aux ménages

Consultation ouverte jusqu'au 15 juillet 2012

Pour y participer : <http://ec.europa.eu/social/main.jsp?catId=333&langId=en&consultId=11&visib=0&furtherConsult=yes>

ENTREPRISES

L'initiative phare de la stratégie Europe 2020 concernant la politique industrielle

Consultation ouverte jusqu'au 7 août 2012

Pour y participer : http://ec.europa.eu/entreprise/policies/industrial-competitiveness/industrial-policy/consultations/index_en.htm

MARCHE INTERIEUR

L'ouverture de comptes bancaires par les étudiants Erasmus et ceux participant à un échange

Consultation ouverte jusqu'au 19 juin 2012

Pour y participer : http://ec.europa.eu/internal_market/consultations/2012/exchange_student_bank_account_en.htm

Un internet intègre et ouvert : consultation publique sur les procédures de notification des contenus illégaux hébergés par des intermédiaires en ligne, et sur la lutte contre ce phénomène

Consultation ouverte jusqu'au 5 septembre 2012

Pour y participer : http://ec.europa.eu/internal_market/consultations/2012/clean-and-open-internet_en.htm

SOCIETE DE L'INFORMATION

L'accès aux informations relatives à l'interopérabilité des produits et services numériques

Consultation ouverte jusqu'au 20 juin 2012

Pour y participer : http://ec.europa.eu/information_society/newsroom/cf/fiche-dae.cfm?action_id=183&pillar_id=44&action=Action%2025%

La communication avec et entre les objets, la gouvernance de l'« Internet des objets »

Consultation ouverte jusqu'au 10 juillet 2012

Pour y participer : http://ec.europa.eu/information_society/digital-agenda/actions/iot-consultation/index_en.htm

Une initiative visant à réduire le coût du déploiement des infrastructures de communications haut-débit

Consultation ouverte jusqu'au 20 juillet 2012

Pour y participer : http://ec.europa.eu/information_society/policy/ecommlibrary/public_consult/cost_reduction_hsi/index_en.htm

TOURISME

La création d'un label de qualité européen pour les services de tourisme

Consultation ouverte jusqu'au 13 juillet 2012

Pour y participer : http://ec.europa.eu/entreprise/sectors/tourism/public-consultation-etq/index_en.htm

TRANSPORTS

La révision de la législation relative à la sécurité des navires à passagers

Consultation ouverte jusqu'au 5 juillet 2012

Pour y participer : http://ec.europa.eu/transport/maritime/consultations/2012-07-05-passenger-ship-safety_en.htm

Commandez vos documents par fax ou par courrier électronique**Destinataire : Antenne C.T.C.**Tél : 00.322.235.86.12 . Fax : 00.322.235.86.65 . Courriel : ctc.bruxelles@skynet.be

EXPÉDITEUR:
SERVICE:
ADRESSE:
TÉLÉPHONE:
TÉLÉCOPIE:

AUDIOVISUEL

- Premier rapport de la Commission relatif à l'application de la directive 2010/13/UE (directive « Services de médias audiovisuels ») « Services de médias audiovisuels et dispositifs connectés: perspectives passées et futures »
COM(2012) 203 final
<http://eur-lex.europa.eu/LexUriServ/LexUriServ.do?uri=COM:2012:0203:FIN:FR:PDF>

CONCURRENCE

- Communication de la Commission concernant la modernisation de la politique de l'UE en matière d'aides d'État
Doc COM (2012) 209 final
http://ec.europa.eu/competition/state_aid/modernisation/sam_communication_fr.pdf
- Rapport sur la politique de concurrence 2011
Doc COM (2012) 253 final
<http://eur-lex.europa.eu/LexUriServ/LexUriServ.do?uri=COM:2012:0253:FIN:FR:PDF>
- Aide d'État SA.33963 - Aéroport d'Angoulême - Invitation à présenter des observations en application de l'article 108 §2, du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne
JOUE C n° 149 du 25 mai 2012, page 29
<http://eur-lex.europa.eu/LexUriServ/LexUriServ.do?uri=OJ:C:2012:149:0029:0063:FR:PDF>

CONSOMMATION

- Communication de la Commission « Un agenda du consommateur européen - Favoriser la confiance et la croissance »
COM(2012) 225 final
http://ec.europa.eu/consumers/strategy/docs/consumer_agenda_2012_fr.pdf

ECONOMIE

- Communication de la Commission « Agir pour la croissance, la stabilité et l'emploi »
COM(2012) 299 final
<http://eur-lex.europa.eu/LexUriServ/LexUriServ.do?uri=COM:2012:0299:FIN:FR:PDF>
- Recommandation du Conseil concernant le programme national de réforme de la France pour 2012 et portant avis du Conseil sur le programme de stabilité de la France pour la période 2012-2016
COM(2012) 313 final
<http://eur-lex.europa.eu/LexUriServ/LexUriServ.do?uri=COM:2012:0313:FIN:FR:PDF>

ENERGIE

- Communication de la Commission européenne « Énergies renouvelables: un acteur de premier plan sur le marché européen de l'énergie »
COM(2012) 271 final
http://ec.europa.eu/energy/renewables/doc/communication/2012/comm_fr.pdf

ENVIRONNEMENT

- Communication de la Commission au Parlement européen, au Conseil, au Comité économique et social européen et au Comité des régions relative au partenariat d'innovation européen sur l'eau
COM(2012) 216 final
<http://eur-lex.europa.eu/LexUriServ/LexUriServ.do?uri=COM:2012:0216:FIN:FR:PDF>

POLITIQUE DE COHESION

- Document de travail des services de la Commission concernant le principe de partenariat dans la mise en œuvre du Cadre stratégique commun Fonds - Éléments pour un code de conduite européen (disponible en anglais uniquement)
http://ec.europa.eu/regional_policy/sources/docoffic/working/strategic_framework/swd_2012_106_en.pdf

POLITIQUE DE VOISINAGE

- Communication conjointe au Parlement européen, au Conseil, au Comité économique et social européen et au Comité des régions - Tenir les engagements de la nouvelle politique européenne de voisinage
JOIN(2012) 14 final
<http://eur-lex.europa.eu/LexUriServ/LexUriServ.do?uri=JOIN:2012:0014:FIN:FR:PDF>

SOCIÉTÉ DE L'INFORMATION

- Proposition de règlement du Parlement européen et du Conseil sur l'identification électronique et les services de confiance pour les transactions électroniques au sein du marché intérieur
COM(2012) 238 final
<http://eur-lex.europa.eu/LexUriServ/LexUriServ.do?uri=COM:2012:0238:FIN:FR:PDF>

TRANSPORTS

- Communication de la Commission relative à l'imposition aux véhicules particuliers légers de redevances nationales sur les infrastructures routières
Doc COM (2012) 199 final
<http://eur-lex.europa.eu/LexUriServ/LexUriServ.do?uri=COM:2012:0199:FIN:FR:PDF>